



Paris, le 30 janvier 2012

L'Institut du Bosphore appelle les Députés à se mobiliser

Mesdames et Messieurs les Députés,

Malgré de sérieux doutes pesant sur sa constitutionnalité
Malgré la motion d'irrecevabilité adoptée par la Commission des Lois du Sénat
Malgré l'opposition largement exprimée par de nombreux hommes politiques, juristes, historiens et intellectuels français
Malgré les mises en garde sur les risques de perturbation du travail de mémoire engagé en Turquie

La loi pénalisant la négation du génocide arménien a été adoptée lundi 23 janvier au Sénat, un mois après avoir été votée à l'Assemblée nationale.

Nous, co-présidents du Comité scientifique de l'Institut du Bosphore, le déplorons vivement.

Il nous paraît déraisonnable, grave et attristant de mettre en danger de la sorte les relations entre la France et la Turquie. Elles sont stratégiques et essentielles à nos deux pays, autant au plan politique, qu'économique et culturel.

Aujourd'hui, Monsieur le Député Jacques Myard prépare un recours auprès du Conseil Constitutionnel. Nous saluons son initiative.

Nous lançons un appel à la mobilisation afin que les 60 signatures soient recueillies au plus vite.

Conformément aux fondements de la Constitution française, à notre conviction que ce ne sont pas aux motivations opportunistes de faire les lois en France, et au nom de la relation France-Turquie, nous vous invitons, Mesdames et Messieurs les Députés, à apporter votre signature au recours.

Henri de Castries
Co-président du Comité scientifique
de l'Institut du Bosphore

Kemal Derviş
Co-président du Comité scientifique
de l'Institut du Bosphore

Cercle de réflexion franco-turc créé en 2009 à l'initiative de la TUSIAD, l'association des industries et des entreprises de Turquie, l'Institut du Bosphore est une organisation indépendante rassemblant des personnalités françaises et turques de haut niveau et issues d'horizons divers – hommes politiques, entrepreneurs, économistes, experts et intellectuels. L'Institut du Bosphore aborde des sujets géopolitiques, économiques, sociétaux et culturels afin de faciliter la réflexion en commun des Français et des Turcs sur l'Europe et le monde actuel.